

La région genevoise en péril à cause d'une croissance débridée

Antoine Vielliard, président du MoDem de Haute-Savoie, estime que le modèle de développement économique de la région nuit à la qualité de vie de ses habitants, tant Français que Suisses



Genève annonce que la reprise se confirme avec une estimation de +1,1% de croissance sur le seul dernier trimestre 2009. La croissance genevoise retrouvée va accélérer les bouleversements du Genevois franco-suisse: plus de traders, plus de gestionnaires de hedge funds, toujours plus de personnes à loger, encore plus de voitures sur des routes déjà encombrées. Les services de la promotion économique attendraient plusieurs centaines de sociétés de trading cette année alors que les sociétés de déménagement travaillent à plein régime au transfert de plusieurs centaines de financiers londoniens à Genève. Les incohérences des politiques genevoises se résument en trois chiffres: +4% de croissance économique, +2% de croissance de la population du Genevois franco-suisse et toujours seulement +0,66% de logements nouveaux à Genève.

Les électeurs genevois font les frais de cette croissance externe. Ces milliers «d'impatriés» ont besoin de logements que le canton ne construit pas. Ils emménagent dans les 0,2% de logements vacants et contraignent les enfants des Genevois à l'exil ou au mal logement. Et le Genevois français subit une pression foncière intolérable. Selon la chambre des notaires de Haute-Savoie, le quart des maisons du canton de Saint-Julien-en-Genevois sont

achetées par des citoyens suisses.

Paradoxalement, la promotion économique genevoise conduit à une désertification économique du Genevois français par l'exportation de la pression foncière: les entreprises perdent continuellement leurs salariés logés loin ou dans des conditions précaires. Il faut devenir frontalier pour continuer d'avoir les moyens de vivre dans le Genevois français. A Saint-Julien, la proportion de frontaliers est passée d'un actif sur trois en 2001, à presque deux sur trois en 2010.

Il faut devenir frontalier pour continuer d'avoir les moyens de vivre dans le Genevois français

Cette croissance se traduit aussi par des engorgements exponentiels des routes. En moyenne, ce sont dix automobilistes supplémentaires qui encombrant un peu plus les routes chaque jour. Les embouteillages gagnent maintenant les routes secondaires de campagne comme une inexorable marée montante qui s'apprête à asphyxier Genève.

Chaque emploi importé créerait trois emplois locaux, selon les promoteurs de la politique économique. Ces chiffres de l'Université de Genève ne sont pas corrects: ils sont issus de questionnaires déclaratifs d'employeurs incités à surestimer l'impact local pour le maintien de leurs avantages fiscaux. Mais surtout, ces emplois dits locaux, sous prétexte qu'ils sont créés à

Genève, sont en réalité des emplois qui exigent des qualifications de niveau national ou international. Ils sont le plus souvent occupés par des Neuchâtelois, des Vaudois, des Parisiens, des Berlinoises ou des Milanais. Des personnes profondément respectables mais qui ont besoin de logements que les communes genevoises ne veulent pas construire et qui devront utiliser leur voiture pour se rendre au travail faute de logements à proximité des réseaux de transport en commun.

Mêmes les recettes fiscales générées par cette croissance ne couvrent pas les frais d'infrastructures que Genève devra faire tôt ou tard, pour maintenir la qualité de vie des habitants: bus, trams, hôpitaux, crèches, écoles, salles de spectacles, ponts, tunnels... A ce jour, la promotion économique externe de Genève attire en moyenne 10 000 habitants supplémentaires par an dans le Genevois franco-suisse, mais Genève n'a construit que 1230 logements en 2009. Au rythme auquel Genève accroît la pression démographique sur le Genevois français et le district de Nyon, il faudrait construire un nouveau CEVA tous les sept ans pour seulement maintenir les problèmes de circulation à leur niveau catastrophique actuel. Ces frais d'infrastructures auront un coût exponentiel. Même les 600 millions de francs annuels de recettes cantonales payées par les frontaliers ne permettront pas de financer le maintien de la qualité de vie des Genevois face à cet afflux de population.

La croissance économique du canton a très bien fonctionné jusqu'à présent. Elle a apporté au Genevois franco-suisse une très grande prospérité. Mais elle at-

teint aujourd'hui ses limites avec la crise du logement et la paralysie des transports. Tôt ou tard, une majorité de Genevois bloquera ce développement économique externe dont ils font les frais au quotidien dans leur habitat, leur pouvoir d'achat et leur mobilité. Ils n'en bénéficient même pas dans leur emploi puisque ces politiques se sont montrées peu efficaces pour réduire le taux de chômage.

Il est temps pour Genève de bâtir une autre croissance économique, plus humble mais plus durable. Une croissance qui donne au moins autant d'avantages fiscaux aux entreprises implantées qu'aux entreprises «importées». Une croissance qui permette des créations d'emplois qui correspondent aux compétences des habitants sans emploi et qui ainsi, réduise le chômage, l'insécurité et les coûts sociaux, plutôt qu'une croissance qui importe des cadres et laisse les chômeurs genevois sur le carreau. Une croissance qui mette en cohérence les emplois créés et les formations plutôt que d'importer des salariés formés ailleurs en laissant trop de jeunes Genevois peu formés par des apprentissages que les entreprises ne financent plus. Une croissance interne plutôt qu'une croissance externe. Une croissance qui crée des emplois plutôt que de seulement en déplacer. Une croissance économique qui bénéficie aux habitants, souverains, plutôt que d'aggraver la crise du logement et de la mobilité qu'ils subissent.

La politique économique doit avoir pour objet de créer des emplois pour les gens et pas seulement de générer des excédents fiscaux illusoire sur le long terme.